



22.4275

Postulat WBK-N.

Eine CO₂-Etikette für unverarbeitete Lebensmittel

Postulat CSEC-N.

Un label CO₂ pour les denrées alimentaires non transformées

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.05.23

Antrag der Mehrheit

Annahme des Postulates

Antrag der Minderheit

(Haab, Gafner, Gutjahr, Herzog Verena, Huber, Keller Peter, Steinemann, Wasserfallen Christian)

Ablehnung des Postulates

Proposition de la majorité

Adopter le postulat

AB 2023 N 841 / BO 2023 N 841

Proposition de la minorité

(Haab, Gafner, Gutjahr, Herzog Verena, Huber, Keller Peter, Steinemann, Wasserfallen Christian)

Rejeter le postulat

Weber Céline (GL, VD), pour la commission: Dans sa séance des 17 et 18 novembre derniers, votre Commission de la science, de l'éducation et de la culture s'est penchée sur le sujet des étiquettes environnementales pour les denrées alimentaires.

Dans sa Stratégie climatique à long terme, le Conseil fédéral demande: "Grâce à des conditions-cadres favorables aux systèmes alimentaires durables, l'empreinte GES" – gaz à effet de serre – "du secteur de l'alimentation est en conformité avec l'objectif de zéro net et tout nouveau transfert de GES à l'étranger est évité." Pour qu'un tel objectif soit réalisable, il existe de nombreuses options.

Une des options consiste à responsabiliser le consommateur afin qu'il devienne un "consomacteur" et puisse faire des choix avisés lorsqu'il fait ses achats. Mais comment le "consomacteur" peut-il deviner comment des aliments se comparent en matière d'émissions de CO₂, si on ne lui donne pas cette information? Dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, tout le monde peut et doit faire quelque chose, mais encore faut-il avoir les moyens qui permettent de faire ce bon choix. La situation actuelle ne permet pas au consommateur de faire un choix toujours très avisé, étant donné que les informations à disposition sont soit lacunaires, soit inégales, soit même hétérogènes, ce qui complique considérablement la chose. Un moyen de résoudre ce problème est de disposer d'un étiquetage harmonisé, comme c'est le cas par exemple pour les appareils électroménagers ou les voitures.

D'ailleurs, ces étiquettes sont même devenues un instrument de marketing très apprécié et très utilisé – alors, pourquoi pas une étiquette CO₂ pour les aliments. Le but du postulat de commission qui vous est proposé aujourd'hui est donc de demander au Conseil fédéral d'étudier la pertinence d'introduire une étiquette CO₂ sur les denrées alimentaires non transformées. Cette étiquette devra prendre en compte le mode de production et le mode de transport des aliments. Le graphisme de l'étiquette pourra être calqué sur celui de l'étiquette énergie, afin de rendre le résultat facilement lisible et compréhensible.



Mais soyons très clairs: il ne s'agit pas d'imposer à chaque magasin de vente directe à la ferme et à chaque épicerie qui vend des produits locaux d'entamer une procédure de labellisation de ses propres produits, qui serait longue, coûteuse et surtout absurde.

Pour ces cas, en effet, les transports sont négligeables, et un contact direct entre le producteur et le consommateur permet au consommateur de se renseigner sans détour sur les produits qu'il achète. D'ailleurs, aujourd'hui déjà, un détaillant – boucher, boulanger –, n'est par exemple pas tenu d'inscrire sur les emballages une date de péremption, car on considère que cette information peut être donnée oralement au client.

Le postulat devra ainsi étudier dans quel type de magasin, par exemple en fonction du chiffre d'affaires, une étiquette est pertinente pour guider le consommateur dans ses choix, et dans quels types de points de vente une telle étiquette n'est pas pertinente. Une précédente motion, la motion Bourgeois 19.3048, allait d'ailleurs déjà dans ce sens, en demandant au Conseil fédéral, je cite: "de prendre les mesures nécessaires afin de garantir une déclaration des denrées alimentaires importées sur de longues distances par différents moyens de transport et d'indiquer leurs émissions d'équivalents CO₂ générées par ces types de transport."

Le Conseil fédéral avait alors rétorqué que le fait d'indiquer seulement le mode de transport ne tenait pas compte de l'ensemble et qu'il conviendrait de se demander si une déclaration schématique de l'impact environnemental total des produits ne s'avérerait pas plus pertinente. C'est correct et c'est précisément pourquoi il faut aussi tenir compte du mode de production. Le Conseil fédéral avait également répondu que l'on ne pouvait pas étiqueter que des produits importés. C'est aussi correct, voilà pourquoi le postulat porte sur l'ensemble des denrées non transformées, qu'elles soient produites à l'étranger ou en Suisse.

Une minorité de la commission s'est opposée à ce postulat, en s'inquiétant notamment du fait que: premièrement, l'impact environnemental des denrées alimentaires est difficile à évaluer et que, secondement, une telle étiquette créerait une barrière douanière pour les produits importés.

Alors, qu'on se rassure, en Suisse, certains acteurs de la grande distribution ont déjà entamé des démarches en ce sens, et plusieurs pays voisins connaissent des systèmes similaires. Cela démontre bien que, non seulement, c'est faisable mais que, en plus, cela ne crée aucune barrière douanière.

Au nom de la majorité de la commission, je vous demande donc d'accepter ce postulat.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Chère collègue, vous avez mentionné la motion que j'avais déposée. Cette dernière ne concernait que le transport aérien. Sa mise en oeuvre était donc contrôlable. Si l'on met en oeuvre ce postulat, est-ce que ce label CO₂ pour les denrées alimentaires non transformées serait également valable pour les produits importés? Si oui, comment allez-vous faire pour contrôler, par exemple, si la denrée alimentaire a été produite avec ou sans labour, pour ne citer que cet exemple? Qu'elle ait été produite avec ou sans labour, pour déterminer le label CO₂, cela fait une différence.

Weber Céline (GL, VD), pour la commission: Effectivement, comme je l'ai dit, il y a certains magasins qui ont déjà commencé à faire ce genre de choses. C'est donc bien la preuve que c'est possible. Encore une fois, le postulat interroge sur la pertinence de le faire, parce que, précisément, dans votre postulat, cela ne concernait que le transport. Le Conseil fédéral a d'ailleurs regretté que cela n'aille pas plus loin.

Atici Mustafa (S, BS), für die Kommission: Ihre Kommission hat sich intensiv mit der Frage der Flugtransporte von Lebensmitteln auseinandergesetzt. In der Diskussion zeigte sich rasch, dass die Klimabelastung von Lebensmitteln weit über die Art und Weise des Transports hinausgeht und den gesamten Produktionszyklus betrifft.

Ihre Kommission empfiehlt Ihnen deshalb mit 14 zu 11 Stimmen, den Bundesrat zu beauftragen, die Einführung einer CO₂-Etikette für Lebensmittel zu prüfen, also eine Deklarationspflicht zu deren gesamter Klimabelastung. Wegleitend waren folgende Argumente: Die Schweiz verpflichtete sich im Rahmen der Agenda 2030 der UNO zu nachhaltiger Entwicklung sowie zu nachhaltigen Konsum- und Produktionsmustern. Davon sind wir sehr weit entfernt. Mit einer CO₂-Etikette für unverarbeitete Lebensmittel können wir zumindest die Transparenz erhöhen und so zu nachhaltigen Lieferketten beitragen.

Die Konsumentinnen und Konsumenten haben mit ihrem Kaufentscheid einen starken Hebel, um zur Reduktion der Treibhausgasemissionen beizutragen. Um die richtige Wahl treffen zu können, braucht es aber die entscheidenden Informationen. Leicht erkennbare Etiketten haben sich bewährt. Solche Etiketten sind beispielsweise bei den Haushaltsgeräten oder den Autos seit Jahren eingeführt und bei den Konsumentinnen und Konsumenten beliebt. Deshalb haben Coop mit Eco-Score und Migros mit M-Check auch Labels kreiert, die nebst anderem auch die Umweltbelastung von Nahrungsmitteln abbilden. Doch führt jeder Supermarkt sein eigenes System ein, so führt das zu Verwirrung. Wer kennt denn schon den feinen Unterschied zwischen den Labels von Coop und Migros? Es liegt deshalb im Interesse aller Konsumentinnen und Konsumenten, dass



der Bund für eine einheitliche und leicht erkennbare Deklaration sorgt. Ein einheitliches Vorgehen verhindert den Wildwuchs. Nur so erhalten wir einen fairen Wettbewerb und mehr Nachhaltigkeit.

Andere Länder machen das auch; so ist Frankreich dabei, gestützt auf eine erfolgreiche Pilotphase von 2020 bis 2021, eine Lebensmitteldeklarationspflicht bezüglich des Umweltabdrucks einzuführen.

AB 2023 N 842 / BO 2023 N 842

Eine CO₂-Etikette für unverarbeitete Lebensmittel ist ein liberales Instrument: Die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten wird nicht eingeschränkt. Es handelt sich um kein Verbot und keine Diskriminierung. Die Freiheit bleibt gewahrt.

Die Erhöhung der Transparenz ist ein vergleichsweise kleiner Schritt, der mit wenig Kosten realisiert werden kann. Es gab auch Stimmen von Personen, die weiter gehen möchten. Darauf hat Ihre Kommission bewusst verzichtet.

Ihre Kommission hat auch geprüft, ob die CO₂-Etikette mit dem WTO-Recht vereinbar ist. Die Antwort lautet klar ja. Wird nicht zwischen In- und Ausland unterschieden, wird auch niemand diskriminiert. Ebenso wenig gibt es neue Handelshemmnisse.

Die CO₂-Etikette steht im Einklang mit unserer Wirtschaftsfreiheit. Sie erhöht den Wettbewerb und führt zu mehr Nachhaltigkeit. Das vorliegende Postulat liegt damit auf der gleichen Linie wie die Motion unserer ständertätlichen Schwesterkommission, die eine Deklarationspflicht von in der Schweiz verbotenen Produktionsmethoden fordert. Beide Räte haben dieser Deklarationspflicht inzwischen zugestimmt. Die CO₂-Etikette bildet dazu eine sinnvolle Ergänzung.

Eine Minderheit Ihrer Kommission lehnt das Postulat ab, weil sie am Nutzen zweifelt, Mehraufwand befürchtet, mehr Transparenz für überflüssig hält oder argumentiert, es werde schon freiwillig für Transparenz gesorgt. Zudem sei die Berechnung schwierig.

Das Kommissionspostulat berücksichtigt die meisten dieser Einwände, indem es dem Bundesrat nur einen Prüfauftrag erteilt. Das lässt Raum für eine pragmatische Umsetzung offen.

Ich ersuche Sie deshalb im Namen der Mehrheit Ihrer Kommission, das Postulat anzunehmen und so den Weg für eine CO₂-Etikette für unverarbeitete Lebensmittel frei zu machen.

de Courten Thomas (V, BL): Kollege Atici, Sie haben mehrfach erwähnt, dass andere Länder bereits ein ähnliches System eingeführt hätten. Hat sich die Kommission irgendwie mit den zusätzlichen Aufwendungen und Kosten für das örtliche Gewerbe befasst, die das System mit sich bringt? Sind Sie sich dessen bewusst, dass Sie damit die einheimische Produktion in der Konkurrenzsituation weiter schwächen?

Atici Mustafa (S, BS), für die Kommission: Vielen Dank für die Frage. Ich habe auch Beispiele aus dem nahen Ausland gegeben, unter anderem Frankreich tut es. In vielen EU-Ländern ist das der Fall. Es ist ein Prüfauftrag, und wir werden dann aufgrund der Antwort des Bundesrates sehen, wie es mit den Kosten aussieht.

Egger Mike (V, SG): Geschätzter Kollege, können Sie mir sagen, wie viele Etiketten auf einer Verpackung die Konsumentinnen und Konsumenten bereits heute über jegliche Sachen informieren?

Atici Mustafa (S, BS), für die Kommission: Vielen Dank für die Frage. Die Anzahl kenne ich nicht; ich weiss auch nicht, ob Sie es genau wissen. Aber ich weiss, dass wir für den Konsumentenschutz immer mehr Informationen brauchen, und daher finde ich das eine gute Idee.

Huber Alois (V, AG): Sehr geehrter Kollege Atici, Sie wollen, dass wir den CO₂-Verbrauch pro Kilometer ausweisen. Ich beliefere als Biobauer Hofläden. Aber die Route ist nicht immer die gleiche – je nachdem, wie die Bestellungen waren. Muss ich dann jedes Mal beim Beladen noch eine Etikette ausfüllen, oder wie sehen Sie das?

Atici Mustafa (S, BS), für die Kommission: Hier geht es ja nicht darum, jedem Hofladen etwas vorzuschreiben. Ein Ablaufdatum oder eine Etikette wird man von einem Hofladen nicht verlangen.

Haab Martin (V, ZH): Ich spreche hier für die Minderheit, die Ihnen beantragt, das Postulat abzulehnen. Dies tut sie aus folgenden Gründen: Der Bundesrat soll beauftragt werden, die Einführung einer CO₂-Etikette für alle unverarbeiteten Lebensmittel zu prüfen. Wenn nun die Befürworter argumentieren, dass verschiedene Detailhändler bereits CO₂-Etiketten auf gewissen Produkten anwenden und diese nun für sämtliche Lebensmittel, die unverarbeitet in den Verkauf gelangen, anzuwenden sind, so ist das eine Diskriminierung der kleinen



Händler, der Quartierläden oder der Direktvermarkter, die unverarbeitete Produkte wie Früchte, Gemüse oder eigenes Fleisch und eigene Milch verkaufen.

Die CO₂-Belastung von natürlichen Produkten, also unverarbeiteten Lebensmitteln, ändert sich andauernd. Die Witterung, die Jahreszeit, die Individualität der einzelnen Nutztiere sind Faktoren, die den CO₂-Fussabdruck beeinflussen und sich ständig verändern. Ist eine Biotomate, die mit einem Euro-6-LKW transportiert wird, nachhaltig? Oder ist eine normale Tomate besser, die mit der Eisenbahn über 1000 Kilometer transportiert wird? Um diese Fragen zu beantworten, müssen nebst der Art der Verpackung auch die Produktionsart und die Transportart für die Bestimmung des CO₂-Fussabdrucks einberechnet werden. Das ist beinahe unmöglich, ausser man kann auf sämtliche Produktionschargen und sämtliche Transportwege zurückgreifen.

Viel wichtiger als eine CO₂-Etikette, welche vor allem bei Frischprodukten und bei den meisten unverarbeiteten Lebensmitteln völlig intransparent sein wird, wäre eine andere Etikette, eine solche wäre wohl zielführender. Man müsste nämlich in grossen, roten Lettern schreiben: "Bitte Hirn einschalten, bevor Sie dieses Produkt kaufen." Denn regionale und saisonale Produkte sind in 99 Prozent der Fälle nachhaltiger, und ihre Auswirkungen auf die Umwelt sind besser nachzuvollziehen, als wenn es einen erweiterten Wildwuchs von Labels und Deklarationen gibt, welche versuchen, den Konsumenten zu bevormunden und zu beeinflussen. Wir alle müssen zur Kenntnis nehmen, dass die allermeisten Konsumenten bereits heute schon von der vorhandenen Informationsflut völlig überfordert sind.

Ich danke Ihnen, wenn Sie die Minderheit unterstützen und das unnötige Postulat ablehnen.

Berset Alain, président de la Confédération: Comme vous l'avez vu, le Conseil fédéral vous propose d'accepter le postulat. Il s'agit d'un postulat, on nous demande donc de regarder ce qu'il serait possible de faire. Ce n'est pas une motion, ça fait une grande différence.

Il faut bien avouer que dans ce domaine il manque aujourd'hui des informations et une analyse de la faisabilité. Est-ce que c'est réalisable, est-ce que c'est réaliste, que pouvons-nous faire, que ne pouvons-nous pas faire, comment pouvons-nous répondre à ces questions? Cela dit, il est évident qu'il y a un vif intérêt du public pour ces questions, et également du Parlement, puisqu'il y a déjà eu des interventions à ce sujet.

L'étude devrait justement permettre d'exposer les avantages et les difficultés, notamment des entraves techniques au commerce, de l'impact sur les prix, et de la compatibilité avec le droit international. On pourrait aussi, dans cette analyse, réfléchir aux critères applicables pour une éventuelle mise en oeuvre d'une déclaration, et peut-être aussi examiner d'autres possibilités qui ne se focaliseraient pas sur le CO₂.

J'aimerais encore, en passant, vous rappeler qu'il existe déjà chez les grands distributeurs des étiquetages environnementaux, qui ont été introduits sur une base volontaire. Cela dit, on a remarqué que la méthodologie qui a conduit à cela, et donc les résultats qui en découlent, sont différents, difficiles à comparer. Il pourrait aussi, dans ce cadre, y avoir un intérêt à voir si la pratique ne devrait pas être unifiée, d'une manière ou d'une autre, afin que, si des informations sont communiquées, elles puissent alors être comparables et compréhensibles par toutes et tous.

Nous sommes prêts à faire ce travail, cette analyse, à réaliser cette étude.

Je vous invite donc, avec cette argumentation, à accepter ce postulat.

AB 2023 N 843 / BO 2023 N 843

Präsident (Candinas Martin, Präsident): Die Mehrheit der Kommission und der Bundesrat beantragen die Annahme des Postulates. Eine Minderheit Haab beantragt die Ablehnung des Postulates.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.4275/26746)

Für Annahme des Postulates ... 97 Stimmen

Dagegen ... 79 Stimmen

(2 Enthaltungen)